De voorzitter.- Mevrouw Zamouri heeft het woord.

Mevrouw Khadija Zamouri (Open Vld).- Namens mevrouw Ampe dank ik u voor uw antwoord.

- Het incident is gesloten.

MONDELINGE VRAAG VAN MEVROUW FATOUMATA SIDIBÉ

**AAN MEVROUW CÉLINE FREMAULT,
MINISTER VAN DE BRUSSELSE
HOOFDSTEDELIJKE REGERING,
BELAST MET HUISVESTING,
LEVENSQUALITEIT, LEEFMILIEU EN
ENERGIE,**

betreffende "de huisvesting van vrouwen die het slachtoffer zijn van echtelijk en huiselijk geweld".

reçu à mon cabinet une délégation du comité de quartier. Je l'ai informée de ma demande de révision du projet selon les remarques des riverains, révision qui serait soumise à une nouvelle enquête. Depuis lors, les échanges de mails sont réguliers, y compris avec le cabinet du ministre-président.

En conclusion, "mon" projet est donc le moins dense et le plus ouvert aux besoins de la collectivité. J'entends bien qu'il ne satisfait pas les riverains. Ils ont eu l'occasion de s'exprimer dans le cadre de l'enquête publique et de la Direction de l'urbanisme de Bruxelles Développement urbain (BDU), sur laquelle je n'ai aucune tutelle. C'est une question de répartition de compétences. Je peux être à l'écoute, recevoir les gens des heures s'ils le souhaitent, mais je n'ai pas de tutelle sur ce département ! La Direction de l'urbanisme a jugé ce projet soutenable pour le quartier et ses habitants, et les permis ont été délivrés.

S'il y a encore des oppositions, je vous invite à vous adresser au ministre-président, en charge de l'Urbanisme.

M. le président.- La parole est à Mme Zamouri.

Mme Khadija Zamouri (Open Vld) (*en néerlandais*).- *Au nom de Mme Ampe, je vous remercie pour votre réponse.*

- L'incident est clos.

QUESTION ORALE DE MME FATOUMATA SIDIBÉ

**À MME CÉLINE FREMAULT, MINIS-
TRE DU GOUVERNEMENT DE LA
RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE,
CHARGÉE DU LOGEMENT, DE LA
QUALITÉ DE VIE, DE L'ENVIRONNE-
MENT ET DE L'ÉNERGIE,**

concernant "le logement pour les femmes victimes de violences conjugales et intrafamiliales".

Mevrouw Céline Fremault, minister (in het Frans).- *Ik heb de tekst van een interpellatie ontvangen terwijl het hier om een mondelinge vraag gaat. De spreektijd moet gerespecteerd worden.*

De voorzitter.- Mevrouw Sidibé heeft het woord.

Mevrouw Fatoumata Sidibé (DéFI) (in het Frans).- *Het Bureau zou een interpellatie, die een lang antwoord verdient, inderdaad niet tot een mondelinge vraag mogen omvormen.*

(Opmerkingen van de heer Maron)

Sedert 2001 voert het gewest nationale actieplannen (NAP's) uit in samenwerking met de andere beleidsniveaus. Het meest recente NAP van 2015-2019 is het plan ter bestrijding van alle vormen van gendergerelateerd geweld en past in het programma van de conventie van Istanbul tegen partnergeweld. Die conventie is het eerste juridisch afdwingbare document en bevat een reeks maatregelen inzake geweldpreventie, bescherming van de slachtoffers, vervolging van de daders en de ontwikkeling van een geïntegreerd, globaal en gecoördineerd beleid.

Een belangrijk aspect van dat NAP valt onder uw bevoegdheid, namelijk het ter beschikking stellen van voldoende opvangplaatsen en permanente woningen voor slachtoffers van gendergerelateerd geweld.

Sommige sociale vastgoedkantoren (SVK's) stellen transitwoningen ter beschikking. U geeft evenwel de voorkeur aan een meer duurzame oplossing en hebt daarom het besluit van 26 september 1996 houdende de regeling van de verhuur van woningen die beheerd worden door de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij (BGHM) of door de openbare vastgoedmaatschappijen (OVM's) gewijzigd.

Voortaan zijn de OVM's verplicht om prioritaire toewijzigsovereenkomsten te sluiten met opvangtehuizen voor slachtoffers van geweld voor minstens 3% van het aantal woningen dat zij het jaar voordien hebben toegewezen

Mme Céline Fremault, ministre.- Je voudrais signaler que le texte qui m'a été transmis est celui d'une interpellation, alors qu'il s'agit d'une question orale. J'attire votre attention sur le fait que cela réduit considérablement le temps de parole. Souvent, les parlementaires développent toute leur introduction, puis sont frustrés car leurs questions ne sont pas reprises.

M. le président.- La parole est à Mme Sidibé.

Mme Fatoumata Sidibé (DéFI).- Effectivement, le Bureau devrait être attentif à ne pas transformer en question orale une interpellation qui mérite d'être développée.

(Remarques de M. Maron)

Je souhaiterais faire le point sur les dernières évolutions de ce dossier au vu des ambitions affichées par ce gouvernement en la matière.

Depuis 2001, notre Région concrétise plusieurs plans d'action nationaux (PAN) associant diverses entités fédérées. Le dernier PAN en date, celui de 2015-2019, entend intensifier les efforts pour prévenir et lutter contre toutes les formes de violence basées sur le genre.

Ce plan s'inscrit dans la lignée de la Convention d'Istanbul contre la violence domestique. Cette convention, qui est le premier instrument juridiquement contraignant, présente toute une série de mesures à prendre en termes de prévention de la violence, de protection des victimes, de poursuite des auteurs et de développement de politiques intégrées, globales et coordonnées.

Parmi les mesures énoncées par ce nouveau PAN, un aspect important qui relève de votre compétence concerne l'octroi de refuges en nombre suffisant et d'un logement permanent à ces victimes qui se trouvent dans des situations très difficiles.

En matière de lutte contre les violences basées sur le genre, la question du logement est primordiale. Beaucoup de femmes quittent leur domicile de toute urgence parfois accompagnées de leurs enfants. On connaît la pénurie des places d'accueil, avec la difficulté de trouver un logement durable, adapté aux besoins et à des prix

U hebt aan de verantwoordelijken van de opvangtehuizen gevraagd hoeveel personen het slachtoffer van echtelijk geweld waren. Het ging om een vrij constante groep van een honderdtal personen. U zou tegen eind 2016 evalueren of dat aantal constant bleef of steeg, en dus of het quotum van 3% voldoende was.

Hoeveel vrouwen hebben een sociale woning aangevraagd nadat zij het slachtoffer waren van echtelijk of huiselijk geweld? Hoe werken de OVM's en opvangtehuizen samen? Wat zijn de resultaten van de werkgroep Recht op Huisvesting van de interministeriële conferentie Sociale Zaken en Gezondheid?

Over hoeveel transitwoningen beschikken de OVM's? Hoe ver staat de analyse van de toewijzingsreglementen voor de woningen van de gemeenten en OCMW's, in het bijzonder voor de transitwoningen?

Op welke steun kunnen de gemeenten en OCMW's rekenen om het aantal nood- en transitwoningen uit te breiden?

Werd er al een balans opgemaakt van het quotum van 3%? Hoeveel vrouwen hebben een woning gekregen? Hoe zit het met de evaluatie die voor eind 2016 werd aangekondigd?

U zou het eigenaarssyndicaat, het huurders-syndicaat en de andere partners raadplegen. Wat zijn de resultaten van dat overleg?

Voor de herhuisvestingstoelage moest een nieuw computerprogramma ontwikkeld worden. Kan men met dat programma gedetailleerde cijfers produceren? Wanneer zullen die cijfers beschikbaar zijn?

abordables.

Certaines agences immobilières sociales (AIS) sont des acteurs-clés dans l'accès au logement de certains publics cibles, notamment par la mise à disposition de logements de transit. À cet égard, vous avez fait part de votre préférence pour un logement durable.

Vous avez donc déposé une proposition de modification de l'arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 septembre 1996 organisant la location des habitations gérées par la Société du logement de la Région bruxelloise (SLRB) ou par les sociétés immobilières de service public (SISP).

Ce nouveau volet très important de l'arrêté instaure l'obligation de conclure une ou plusieurs conventions d'attribution prioritaire de logement qui porte sur 3% minimum du total des attributions de l'année précédente. Cette disposition prévoit également des partenariats entre les SISP et les maisons d'accueil agréées hébergeant les victimes de violences. Elle impose aussi de conclure plusieurs conventions d'attribution prioritaire sur un quota de 3% minimum du total des attributions de logements de l'année précédente.

J'aimerais revenir sur certaines de vos annonces en commission. Vous avez déclaré avoir interrogé les structures d'accueil d'urgence sur le nombre de personnes identifiées comme victimes de violences conjugales. Un groupe relativement constant d'une centaine de personnes répondant à ce profil avait été identifié. Vous avez annoncé pour fin 2016 une évaluation visant à établir si cette masse de personnes concernées était constante ou augmentait, et si ledit quota de 3% était suffisant. Combien de femmes ont-elles introduit des demandes pour obtenir un logement social à la suite de faits de violences conjugales ou intrafamiliales ?

Quelles sont les collaborations entre les AIS et les maisons d'accueil ?

Où en est le groupe de travail consacré au droit au logement de la conférence interministérielle (CIM) social-santé ?

Combien de logements de transit y a-t-il dans le

parc des AIS ?

Où en est l'analyse des règlements d'attribution des logements communaux et de CPAS, en particulier pour les logements de transit ?

Quelles formes de soutien sont-elles prévues pour aider les communes et les CPAS à augmenter le nombre de logements d'urgence et de transit ?

Quel est le bilan du quota de 3% que vous avez instauré ? Combien de femmes en ont-elles bénéficié ? Qu'en est-il de l'évaluation prévue pour fin 2016 ?

Des consultations devaient avoir lieu cet été avec le syndicat des propriétaires, le syndicat des locataires et tous les acteurs concernés. Où en sont-elles ?

L'entrée en vigueur de l'arrêté du gouvernement fixant l'allocation de relogement a nécessité le développement d'une nouvelle application informatique. Cette dernière dispose-t-elle du module permettant l'élaboration de statistiques détaillées ? Dans l'affirmative, ces dernières sont-elles disponibles ?

De voorzitter.- Mevrouw Fremault heeft het woord.

Mevrouw Céline Fremault, minister (in het Frans).- *Ik ben begonnen met een uitgebreide hervorming van het Brusselse beleid inzake de strijd tegen de dakloosheid, dat meer gericht moet zijn op huisvesting en minder op tijdelijke nachtopvang en noodopvang.*

Daarom heb ik aan het besluit van 26 september 1996 houdende de regeling van de verhuur van woningen die beheerd worden door de openbare vastgoedmaatschappijen (OVM's) een artikel 13bis toegevoegd, waarin staat dat er voor sociale woningen quota moeten komen voor slachtoffers van geweld.

Zij zijn immers genoodzaakt hun woning verlaten, waarna ze vaak geen vaste verblijfplaats meer hebben. Het gaat niet alleen om mensen die op straat leven, maar ook gezinnen met kinderen of alleenstaande personen die in slechte, ongezonde woningen terechtkomen.

M. le président.- La parole est à Mme Fremault.

Mme Céline Fremault, ministre.- Nous allons en effet faire le point sur la mise en œuvre de l'article 13bis de l'arrêté du 26 septembre 1996 organisant la location des habitations gérées par les sociétés immobilières de service public (SISP).

Comme j'ai eu l'occasion d'en faire part à diverses reprises aux membres de cette commission, j'ai entrepris une vaste réforme des politiques bruxelloises de lutte contre le sans-abrisme, davantage orientées vers le logement que vers l'accueil temporaire nocturne et d'urgence.

C'est donc dans ce cadre que j'ai souhaité modifier l'arrêté du 26 septembre 1996 pour y insérer ce nouvel article 13bis qui prévoit la réservation d'un quota de logements sociaux au bénéfice des victimes de violence.

Ces victimes sont contraintes de quitter leur domicile à cause de la rupture que ces violences impliquent et de rejoindre cette partie de la

Uit de analyses van het Steunpunt Thuislozenzorg Brussel (La Strada) blijkt dat vrouwen in Brussel vaak dakloos worden nadat ze het slachtoffer werden van geweld, een vechtscheiding doormaakten of hun gedwongen huwelijk zagen mislukken.

Vaak slagen de slachtoffers erin weer overeind te krabbelen nadat ze doelgerichte psychosociale ondersteuning kregen in een opvangtehuis op een geheim adres.

Jammer genoeg ondervinden ze heel wat hindernissen wanneer zij weer een woning willen betrekken: financiële problemen, een beperkt aanbod en een hoge huurprijs. Bovendien werkt het gerecht traag, waardoor het lang duurt voor scheidingen worden uitgesproken en de echtgenoot die het slachtoffer werd van geweld aanspraak kan maken op de gezinswoning, zoals dat in de federale wet van 2003 is opgenomen.

De voorbije twee jaar werd er heel wat vooruitgang geboekt. Zo opent er in december 2016 op een geheim adres een nieuw opvangtehuis voor slachtoffers van partnergeweld en intrafamiliaal geweld. Tot nu toe was er slechts één centrum van dat type in Brussel, met een capaciteit van amper dertig plaatsen. Het zat al jaren vol.

In de loop van 2017 komt daar nog een centrum voor eenoudergezinnen bij.

De Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij (BGHM) beschikt niet over cijfers in verband met het aantal vrouwen dat een sociale woning heeft aangevraagd. Ze neemt die gegevens niet in haar databank op.

Heel wat sociale verhuurkantoren (SVK's) gingen een samenwerking aan met opvangtehuizen, om vrouwen die het slachtoffer werden van echtelijk geweld onderdak te kunnen bieden. Het opvangtehuis neemt de begeleiding op zich, terwijl het SVK die van verhuurder vervult.

De werkgroep Recht op Huisvesting komt sinds mijn aantreden niet meer bijeen, aangezien ik alle relevante bevoegdheden op mij heb genomen. In plaats van de werkgroep zijn er nu interne vergaderingen op mijn kabinet.

population bruxelloise que l'on définit comme étant sans domicile fixe ou SDF. Il ne s'agit pas uniquement des personnes vivant dans la rue, mais également des ménages souvent accompagnés d'enfants ou de personnes isolées hébergées dans des structures insatisfaisantes et insalubres.

Les analyses menées par le Centre d'appui au secteur bruxellois d'aide aux sans-abri, La Strada, indiquent qu'à Bruxelles, les causes de la "chute en rue" du public féminin sont prioritairement identifiables dans des parcours de rupture, telles que des violences subies, des séparations brutales et l'échec des mariages forcés.

C'est souvent à l'issue d'une prise en charge psychosociale ciblée, effectuée dans une maison d'accueil disposant d'une adresse secrète, que de nombreuses victimes parviennent à sortir la tête hors de l'eau et à envisager de se reconstruire, avec un "chez-soi" à la clé.

Malheureusement, les obstacles à la réinstallation en logement sont nombreux : obstacles financiers liés à la constitution de la garantie locative, manque d'offres disponibles et prix du loyer. Il faut également compter avec la lenteur de la justice qui ne permet pas d'acter rapidement une séparation et d'attribuer le logement familial au conjoint victime des violences, comme la loi fédérale de 2003 le prévoit.

Vous connaissez aujourd'hui les avancées que nous avons obtenues en deux ans. Une nouvelle maison d'accueil pour les victimes de violences entre partenaires et violences intrafamiliales, dont l'adresse sera tenue secrète, ouvrira en décembre 2016 sur le territoire bruxellois. Jusqu'à présent, il n'existait qu'un seul centre de ce type. En outre, sa capacité étant limitée à une trentaine de personnes, il était saturé depuis de nombreuses années.

Un second centre accueillera, dans le courant de 2017, les ménages monoparentaux pour permettre à ce public de reprendre un nouveau départ dans la vie.

Concernant le nombre de femmes ayant introduit une demande de logement social, la Société du logement de la Région de Bruxelles-Capitale (SLRB) ne dispose pas encore de statistiques à ce niveau, parce que cette donnée n'est pas prévue dans la réglementation et n'est donc pas introduite

Op 30 september 2015 beschikten de SVK's over 226 transitwoningen.

Slechts vier gemeenten hebben hun reglement voor de toewijzing van woningen van de gemeente en het OCMW aan de administratie overgemaakt, die geen enkele opmerking had. Ik werk momenteel aan een nieuw besluit inzake de toekenningsregels van openbare vastgoedspelers, dat voor advies aan de Adviesraad voor Huisvesting zal worden voorgelegd.

Ik onderzoek ook hoe ik gemeenten en OCMW's kan aansporen om het aantal nood- en transitwoningen uit te breiden.

Of het quotum van 3% wordt gehaald, zullen we pas in 2017 weten, aangezien het om een relatief recente maatregel gaat.

Er werd een werkgroep samengesteld met medewerkers van mijn kabinet, de BGHM, vertegenwoordigers van de federaties van OVM's en de Association des maisons d'accueil et des services d'aide aux sans-abri (AMA). Die werkgroep heeft een standaardovereenkomst opgesteld voor een samenwerking tussen een OVM en een erkend opvangtehuis. De BGHM heeft op mijn vraag een colloquium georganiseerd waar vertegenwoordigers uit de twee sectoren elkaar konden ontmoeten. Midden september 2016 telde men dertien overeenkomsten met negen OVM's.

De vergaderingen met de eigenaars- en huurderssyndicaten gingen enkel over de regionalisering van de huur.

De administratieve dienst die voor de herhuisvestingstoelage instaat, beschikt eindelijk over het langverwachte nieuwe informaticaprogramma. Op dit moment is het niet mogelijk er gedetailleerde statistieken mee op te stellen, maar daar wordt aan gewerkt.

Op 22 november organiseer ik in samenwerking met de AMA een colloquium over de psychosociale begeleiding van slachtoffers van geweld die de gezinswoning hebben verlaten.

dans la base de données.

Pour ce qui est des collaborations entre les agences immobilières sociales (AIS) et les maisons d'accueil, de nombreuses AIS ont conclu des partenariats avec des maisons d'accueil en vue de pouvoir accueillir des femmes, seules ou avec enfants, victimes de violences conjugales. L'AIS Iris gère ainsi des logements pour plusieurs maisons d'accueil. Par le biais de ce partenariat, les maisons d'accueil parviennent à dissocier leur rôle d'accompagnement social du rôle de bailleur qui est confié à l'AIS.

Quant au groupe de travail consacré au droit au logement dans le cadre de la conférence interministérielle (CIM) social-santé, il ne se réunit plus depuis mon entrée en fonction étant donné que je réunis toutes les compétences pertinentes (le Logement, l'Aide aux personnes et l'Action sociale, le sans-abrisme avec les maisons d'accueil en Cocof et en Cocom et le Handicap). Ce groupe de travail est donc remplacé par des réunions que nous organisons en interne à mon cabinet.

Pour ce qui est du nombre de logements de transit des AIS, nous en dénombrons actuellement 226 selon les chiffres du 30/09/2015.

Quant à l'analyse des règlements d'attribution des logements communaux et des CPAS, seules quatre communes ont transmis leur règlement à l'administration qui n'a émis aucune remarque. Je vous informe qu'un nouvel arrêté relatif aux règlements d'attribution des opérateurs immobiliers publics est en cours d'élaboration. Il fait l'objet d'une demande d'avis auprès du Conseil consultatif du logement.

Et concernant le soutien spécifique en vue d'inciter les communes et les CPAS à augmenter les logements d'urgence et de transit, nous avons demandé à l'administration de trouver des pistes pour augmenter le parc de ce type de logements.

S'agissant du bilan du quota de 3%, il faudra attendre 2017, car le dispositif est relativement récent.

Un groupe de travail composé de mon cabinet, de la SLRB, des représentants des fédérations des SISP ainsi que de l'Association des maisons

d'accueil et des services d'aide aux sans-abri (AMA) a été créé. Une convention type entre une SISP et une maison d'accueil agréée a été établie. Un colloque vient d'être organisé par la SLRB, également à mon initiative, pour permettre aux deux secteurs de se rencontrer. À la mi-septembre 2016, treize conventions avaient été introduites par neuf SISP.

Vous évoquez des consultations, durant l'été, avec le syndicat des propriétaires et des locataires, et d'autres acteurs. Des réunions ont bien eu lieu, mais uniquement dans le cadre de la régionalisation du bail. Elles ne concernaient donc pas la modification de l'arrêté du 26 septembre 1996.

J'en viens à votre dernière question sur l'allocation de relogement. La Direction du logement qui traite cette allocation dispose de la nouvelle application informatique tant attendue. Elle n'intègre pas de module statistique à proprement parler et ne permet pas, à l'heure actuelle, de produire des statistiques détaillées. Nous travaillons avec l'administration en vue d'améliorer cet outil informatique.

Enfin, le 22 novembre prochain, j'organise, en collaboration avec l'AMA, un colloque sur l'accompagnement psychosocial des personnes victimes de violences en post-hébergement.

De voorzitter. - Mevrouw Sidibé heeft het woord.

Mevrouw Fatoumata Sidibé (DéFI) (*in het Frans*). - *We zouden over meer gendergerelateerde gegevens moeten beschikken. U zult daar ongetwijfeld aandacht aan besteden.*

- Het incident is gesloten.

MONDELINGE VRAAG VAN MEVROUW NADIA EL YOUSFI

**AAN MEVROUW CÉLINE FREMAULT,
MINISTER VAN DE BRUSSELSE
HOOFDSTEDELIJKE REGERING,**

M. le président. - La parole est à Mme Sidibé.

Mme Fatoumata Sidibé (DéFI). - Je vous remercie pour ces informations. Il serait bon que la production de données genrées soit intensifiée. Je sais que vous y serez attentive, d'autant plus que notre Région a légiféré sur l'approche intégrée de la dimension de genre, laquelle exige de telles mesures.

- L'incident est clos.

QUESTION ORALE DE MME NADIA EL YOUSFI

**À MME CÉLINE FREMAULT, MINIS-
TRE DU GOUVERNEMENT DE LA
RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE,**